



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES
Unité Doctrine Expertise Conseil
N° 3
Juillet 2019

C'Juris 77

Veille législative et réglementaire éléments marquants depuis les 6 mois

Vous trouverez ci-joint un relevé des différents textes législatifs et réglementaires de **Décembre 2018 à Juin 2019**, ayant un impact sur les missions des services de la DDT77, mais également sur la vie des agents :

Services concernés principalement	TEXTE LÉGISLATIF/RÉGLEMENTAIRE
	DÉCRETS
STAC/SEPR/SAJ	<u>Décret n° 2018-1227 du 24/12/2018 pris pour l'application des articles 21 et 22 de la loi n° 2018-727 du 10/08/2018 pour un Etat au service d'une société de confiance</u>
SADR	<u>Décret n° 2018-1310 du 28/12/ 2018 modifiant le décret n° 2016-1203 du 7 septembre 2016 relatif à un apport de trésorerie remboursable au bénéfice des agriculteurs</u>
SEPR/STAC	<u>Décret n° 2018-1277 du 27/12/2018 modifiant le décret n° 2014-846 du 28/07/2014 relatif aux missions d'appui technique de bassin</u>
SHRU	<u>décret n° 2018-1216 du 24 /12/ 2018 modifiant les modalités de mise en oeuvre du chèque énergie</u>
SHRU	<u>décret n° 2018-1276 du 27/12/2018 relatif aux conditions de transfert des décisions favorables octroyées en application de l'article R. 331-3 du code de la construction et de l'habitation.</u>
Tous les services	<u>Décret n° 2018-1352 du 28/12/2018 relatif à l'expérimentation du référent unique</u>
STAC	<u>décret n° 2018-1249 du 26 /12/ 2018 attribuant à la cour administrative d'appel de Paris le contentieux des opérations d'urbanisme, d'aménagement et de maître foncière afférentes aux jeux Olympiques et Paralympiques</u>
SER et tous les agents	<u>Décret n° 2019-1 du 3/01/ 2019 relatif à l'aide au financement du permis de conduire pour les apprentis</u>

SADR/SEPR	<u>Décret n° 2018-1246 du 26/12/ 2018 relatif aux programmes d'actions à mettre en oeuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole</u>
SER	<u>Décret n° 2019-22 du 11 janvier 2019 modifiant le décret n° 2005-1225 du 29 septembre 2005 modifié instituant une aide au financement de la formation à la conduite et à la sécurité routière</u>
Tous services	<u>Décret n° 2019-31 du 18/01/2019 relatif aux échanges d'informations et de données entre les administrations dans le cadre des démarches administratives et de l'expérimentation de l'article 40 de la loi n° 2018-727 du 10/08/2018 pour un Etat au service d'une société de confiance</u>
SADR	<u>ordonnance n° 2019-59 relative à l'exercice et au transfert à titre expérimental de certaines missions des chambres d'agriculture (issu de la loi confiance article 38)</u>
SAJ	<u>décret n° 2019-82 du 7/02/2019 modifiant le code de justice administrative (partie réglementaire)</u>
SEPR	<u>Décret n°2019-119 du 21 février 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règle relatives aux ouvrages hydrauliques</u>
SG RH	<u>Décret n°2019-122 du 21 février 2019 relatif au congé pour invalidité temporaire imputable au service dans la fonction publique de l'Etat</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-179 du 7/3/2019 pris pour l'application de l'article 462 de la loi n°70-9 du 21/1/1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur des immeubles et les fonds de commerce</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-184 du 11 mars 2019 relatif aux conditions d'application de l'ordonnance n°2018-937 du 30/10/2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation</u>
SG RH	<u>Décret n°2019-234 du 27 mars 2019 modifiant certaines conditions de disponibilité dans la fonction publique</u>
SHRU-STAC	<u>Décret n°2019-232 du 26/3/2019 relatif aux conditions d'application de la réduction d'impôts sur le revenu au titre de l'investissement locatif « Denormandie ancien »</u>
STAC	<u>Décret n°2019-248 du 27 mars 2019 relatif à l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme portant sur les projets nécessaires à la préparation, à l'organisation ou au déroulement des JOP 2024</u>
SADR	<u>Décret n°2019-63 du 31 janvier 2019 relatif aux aides animales relevant de la politique agricole commune</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage</u>
SADR	<u>Décret n°2019-165 du 5 mars 2019 relatif au système national de référence de coordonnées - INSPIRE</u>
SEMCV-STAC	<u>Décret n°2019-305 du 11 avril 2019 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité des bâtiments d'habitation et au contrat de construction d'une maison individuelle avec fourniture de plan</u>

SEPR	<u>Décret n°2019-352 du 23 avril 2019 modifiant diverses dispositions du code de l'environnement relatives à la pêche en eau douce</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-383 du 29 avril 2019 relatif aux modifications des modalités de déclaration d'avances en compte courant et de prêts participatifs.</u>
SEMCV-STAC	<u>Ordonnance n°2019-395 du 30 avril 2019 relative à l'adaptation du contrat de construction d'une maison individuelle avec fourniture de plan dans le cadre de la préfabrication</u>
SADR	<u>Ordonnance n°2019-361 du 24 avril 2019 relative à l'indépendance des activités de conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et au dispositif de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques</u>
SADR	<u>Ordonnance n°2019-362 du 24 avril 2019 relative à la coopérative agricole</u>
SADR	<u>Ordonnance n°2019-358 du 24 avril 2019 relative à l'action en responsabilité pour prix abusivement bas</u>
SADR	<u>Ordonnance n°2019-359 du 24 avril 2019 portant refonte du titre IV du livre IV du code de commerce relatif à la transparence, aux pratiques restrictives de concurrence et aux autres pratiques prohibées.</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-281 du 5 avril 2019 relatif aux conditions d'octroi de l'éco-prêt à taux zéro</u>
SEPR	<u>Décret n°2019-306 du 11 avril 2019 portant modification de l'article D 422-109 du code de l'environnement – Droit de chasse sur le domaine public fluvial</u>
STAC	<u>Décret n°2019-303 du 10 avril 2019 pris pour l'application de l'article L. 600-5-2 du code de l'urbanisme</u>
SADR	<u>Décret n°2019-330 du 16 avril 2019 relatif à la composition de la Commission nationale technique du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-315 du 12 avril 2019 fixant le périmètre de la ville de Paris sur lequel est mis en place le dispositif d'encadrement des loyers prévu à l'article 140 de la loi ELAN</u>
STAC	<u>Décret n°2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commercial et aux demandes d'autorisation d'exploitation commerciale</u>
SHRU	<u>Ordonnance n°2019-418 du 7 mai 2019 relative à la vente de logements appartenant à des organismes d'HLM à des personnes physiques avec application différée du statut de la copropriété</u>
STAC	<u>Décret n°2019-424 du 9 mai 2019 fixant les conditions de délégation de l'exercice du droit de priorité par les communes et EPCI</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-423 du 9 mai 2019 concernant le dispositif de décote sur les prix de cession du foncier de l'État et de ses établissements publics à la valeur vénale et régime des organisations solidaires</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-438 du 13 mai 2019 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine</u>

STAC	<u>Décret n°2019-441 du 13 mai 2019 relatif à la réquisition temporaire de terrains et bâtiments nécessaires à l'organisation et au déroulement de jeux olympiques et paralympiques de 2024</u>
SHRU	<u>Décret n° 2019-437 du 13 mai 2019 sur l'encadrement des loyers : mise en demeure et amendes en cas de non-respect du dispositif</u>
SEMCV-STAC-SADR-SEPR	<u>Décret n°2019-439 du 14 mai 2019 relatif au Haut conseil pour le climat</u>
SEMCV-STAC-SADR-SEPR	<u>Décret n°2019-449 du 15 mai 2019 relatif au Conseil de défense écologique</u>
SHRU	<u>Ordonnance n°2019-453 du 13 mai 2019 relative à l'expérimentation d'une politique de loyers prenant mieux en compte la capacité financière des ménages nouveaux entrants dans le parc social</u>
SHRU	<u>Décret du 15 mai fixant le délai de présentation par le bailleur social de ses observations en application de l'article 2 de l'ordonnance n°2019-453 du 15/5/2019</u>
SHRU	<u>Ordonnance n°2019-454 du 15 mai 2019 portant adaptation du mode de calcul du supplément de loyer de solidarité</u>
SEMCV-STAC	<u>Décret n°2019-461 du 16 mai 2019 relatif aux travaux de modification des immeubles de moyenne hauteur</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-462 du 16 mai 2019 relatif à la participation des administrateurs aux conseils d'administration des OPH par visioconférence</u>
SEMCV-STAC	<u>Décret n°2019-474 du 21 mai 2019 pris en application du dernier alinéa de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme</u>
STAC	<u>Décret n°2019-481 du 21 mai 2019 modifiant diverses dispositions du code de l'urbanisme : OAP- ZAC -autorisations d'urbanisme</u>
STAC	<u>Décret n°2019-472 du 20 mai 2019 relatif à la collecte et la transmission d'information et documents relatifs aux déclarations et autorisations d'occupation des sols</u>
STAC	<u>Décret n°2019-482 du 21 mai 2019 relatif à la liste des aménagements légers autorisés dans les espaces naturels remarquables et caractéristiques du littoral</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-483 du 21 mai 2019 fixant la liste des communes sur lesquelles le programme de l'habitat précise l'offre de logements intermédiaires</u>
SADR	<u>Décret n°2019-556 du 4 juin 2019 relatif au dispositif de soutien en faveur des exploitations en difficulté</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-484 du 21 mai 2019 relatif aux dispositions applicables à la cession de certains logements au bénéfice d'organismes d'habitations à loyer modéré</u>
STAC	<u>Décret n°2019-505 du 23 mai 2019 relatif à l'instruction des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme</u>
SHRU	<u>Décret n°2019-624 du 21 juin 20019 relatif à la procédure d'attribution des</u>

	<u>décisions favorables octroyées au titre du logement social</u>
SADR-SEPR	<u>Décret n°2019-642 du 26 juin 2019 relatif aux pratiques commerciales prohibées pour certaines catégories de produits biocides</u>
SADR-SEPR	<u>Décret n°2019-643 du 26 juin 2019 relatif à la publicité commerciale pour certaines catégories de produits biocides</u>

Loi parue en mai 2019

[Loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises \(PACTE\)](#)

L'objectif de la loi est « de donner aux entreprises les moyens d'innover, de se transformer, de grandir et de créer des emplois ».

- **Certains articles concernent le logement :**
[analyse juridique de l'ANIL](#) présentant les principales mesures de la loi en lien avec le logement.
- **Une section de la loi est consacrée à la privatisation d'ADP : (Aéroport de Paris) :**
la loi PACTE redéfinit le rôle économique de l'État. Elle contient des dispositions pour autoriser la privatisation d'ADP.
L'objectif est d'alimenter le fonds pour l'industrie et l'innovation, qui investira dans la durée dans des technologies de rupture comme l'intelligence artificielle ou la nanoélectronique. Les articles 130 à 136 redéfinissent le cadre juridique applicable à ADP.
- **Dispositions en matière d'environnement**
Un volet réaffirme le **rôle social et environnemental de l'entreprise**.
Le rôle central de l'entreprise dans la société est réaffirmé en modifiant le code civil et le code du commerce pour engager les sociétés à prendre en considération les enjeux sociaux et environnementaux dans leurs activités (article 169 de la loi PACTE)
L'article 144 de la loi PACTE introduit la notion de « **Plateformes industrielles** » dans le code de l'environnement. Ce nouveau statut, définit au nouvel article L 515-48 du code de l'environnement, complète le droit applicable aux ICPE en offrant un cadre juridique à la mutualisation des moyens et dispositifs utilisés par plusieurs installations situées dans un même périmètre.

Autres informations liées à notre quotidien professionnel

- [Circulaire du 21 décembre 2018 de présentation des dispositions d'application immédiate de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique \(ELAN\)](#).

Celle-ci identifie en annexe I les dispositions d'application immédiate et expose en annexe II les dispositions qui nécessitent un texte d'application de la Loi Elan.

- [Circulaire en date du 8 février 2019 relative au renforcement et à la coordination de la lutte contre l'habitat indigne](#)

- [Circulaire en date du 4 février 2019 relative à l'accompagnement par l'État des projets d'aménagement des territoires : ORT et PPA](#) .

- [Circulaire en date du 25 avril relative à la préparation des stationnements de grands groupes des gens du voyage pour l'année 2019](#)

« Questions/Réponses »

Voici une petite palette de Q/R du Sénat :

- [Q/R n° 07234 du 17/01/2019](#) « ordonnance relative au « permis de faire » »

- [Q/R n° 07364 du 17/01/2019](#) « Mise en place du « permis de faire » prévu par l'article 49 de la loi ESSOC »

Les dispositions contenues dans le présent C'JURIS 77 sont applicables au moment de sa parution. Votre attention est attirée sur le fait, qu'elles pourront être remises en cause en fonction de l'évolution des textes législatifs, réglementaires et de la jurisprudence.
N'hésitez pas à saisir le SAJ pour une analyse plus approfondie de certains textes